

RÉPUBLIQUE ET RÉVOLUTION, A NOUVEAU...

Pensiero e Volontà - 15 juin 1924

Dans la *Voce Repubblicana*, notre ami Carlo Francesco Ansaldi parle de nos discussions concernant le proche avenir et, en particulier, de mon article «*République et Révolution*» paru dans le dernier numéro de cette revue. Au fond, il montre que ses désirs et ses aspirations sont proches des nôtres, voire se confondent avec les nôtres. Mais il me semble qu'il évite ce qui me paraît le fond du problème: la façon dont, dès la chute des institutions en vigueur, on peut s'acheminer vers un nouvel ordre social et quelle serait la source du pouvoir constituant. Parce que, dans nos débats actuels, ce dont il s'agit vraiment, ce n'est pas du point d'arrivée, sur lequel nous pourrions tous être d'accord, y compris Ansaldi, mais de la voie et des moyens qui devraient mener à la réalisation de nos idéaux.

En quelques mots, est-ce que les républicains - et en particulier ceux qui se qualifient de «*sociaux*», de «*fédéralistes*», de «*syndicalistes*», parmi lesquels milite Ansaldi - entendent convoquer la «*Constituante*» (corps législatif nommé au suffrage universel) immédiatement après la chute du régime actuel, et se soumettre à la constitution qu'elle votera à la majorité?

Un autre républicain, Paolo Albatrelli, écrit clairement que oui, toujours dans la *Voce*. Qu'en dit Ansaldi? Qu'en disent les républicains «*sociaux et fédéralistes*»?

«*Notre république* - dit Albatrelli - *doit naître de la volonté directe du peuple... Si la majorité du peuple italien n'est pas avec nous, nous n'avons pas l'intention de lui faire violence le moins du monde. Mais nous désirons qu'il soit librement interrogé, et non pas sous la pression et sous les violences d'un pouvoir exécutif sans scrupule et sans morale*».

Si donc la Constituante votait pour la monarchie, les républicains se soumettraient et tout le mouvement n'aurait servi qu'à sauver la monarchie que le fascisme entraîne avec lui dans l'abîme et à lui refaire une nouvelle virginité?

Et le préalable antimonarchique alors? Albatrelli propose au parti de «*le conserver jalousement dans son programme particulier et de ne pas le présenter à l'éventuelle opposition comme quelque chose qui serait à payer d'avance*».

Ainsi donc, le préalable antimonarchique ne signifie pas que les républicains soient convaincus que l'institution monarchique s'oppose à tout progrès politique et social réel? Cela ne signifie donc pas pour eux que la liberté ne sera pas garantie et qu'une éducation largement répandue au sein des masses ne sera pas possible tant qu'elle n'aura pas été abattue? Cinquante années de propagande républicaine, socialiste, anarchiste pour aboutir au fascisme, cela ne lui dit rien, à Albatrelli? Pour nous, il faut ajouter au préalable antimonarchique le préalable anticapitaliste; mais les républicains devraient au moins exiger... la république, eux qui accordent une telle importance à la forme politique. Sinon leur républicanisme ne serait rien d'autre que l'affirmation d'un idéal lointain et une vague «*tendance vers*» qui pourrait être acceptée même par Mussolini et par Victor Emmanuel.

Il n'est guère probable qu'une Constituante convoquée à la chute du fascisme vote la monarchie, c'est

exact. La masse du peuple est lasse et désire des changements et la bourgeoisie a besoin d'ordre et de tranquillité qui, en l'occurrence, seraient mieux assurés par une république, forte de toutes les illusions qui entourent les nouveaux régimes, plutôt que par le rétablissement contesté d'une institution contre laquelle tout le mouvement se serait fait. Mais, par ailleurs, il est extrêmement probable et presque certain que la Constituante serait ce que peut être un corps législatif nommé dans les conditions morales et économiques actuelles du peuple italien, c'est-à-dire qu'elle serait composée en majorité de conservateurs et de cléricaux, de propriétaires et d'avocats, représentants des gros intérêts financiers: elle nous donnerait une république conservatrice et cléricale comme celle de la France à la chute du Second Empire, une république qui, plus de cinquante ans après, est encore aujourd'hui centralisatrice et capitaliste.

Outre le problème du droit de la majorité à s'imposer par la force à la minorité - droit que nous ne reconnaissons pas; outre le fait à considérer qu'aucun mécanisme électoral ne peut arriver à élire une représentation qui exprimerait la volonté de la majorité, même s'il existait une majorité ayant une seule et même volonté, il reste toujours le fait qu'il ne peut y avoir d'élections réellement libres en régime capitaliste, la société étant divisée en riches et en pauvres, en patrons et en travailleurs dont le pain dépend du bon vouloir du patron. Et il reste le fait que dans un régime unitaire, les régions les plus développées exploitent les régions plus arriérées mais aussi que les régions les plus arriérées étouffent par leur nombre les plus évoluées, qu'elles entravent leurs progrès et qu'elles tendent à les abaisser à leur propre niveau.

«*Le peuple librement interrogé*», dit Albatrelli. Est-il possible qu'il y croie vraiment?!

Dans certaines villes parmi les plus importantes et dans certaines régions les plus avancées, les conservateurs subiraient une éclipse et, dans l'effervescence révolutionnaire, la masse nommerait une majorité de socialistes, de républicains, de communistes, et aussi d'anarchistes s'ils se prêtaient à la farce. Mais même dans ce cas, c'est un leurre de dire que les élections se feraient librement. Nous sommes malheureusement un peuple violent et les récentes expériences de la guerre et du fascisme ont exacerbé jusqu'au paroxysme nos plus mauvais instincts. Même si les dirigeants, les hommes les plus en vue et les plus populaires, voulaient vraiment respecter la liberté de chacun, la coercition, la fraude, la violence auraient plus de poids sur la nomination des députés que la volonté éclairée et libre de la majorité.

Et attention: pour contrebalancer et écraser les révolutionnaires des villes et des régions que j'appellerai subversives, il y aurait toutes les Vendées de l'Italie où les élections se feraient sous la pression économique et morale des patrons et des prêtres, aidés également par les violences de ces éléments qui sont toujours prêts à être les nervis au service de quiconque a la possibilité de les payer et les payer.

Que faire alors? Répéter en Italie avec la Constituante l'histoire de la Convention de 1792-93 en France, quand les partis se guillotinaient mutuellement et préparaient la voie à Bonaparte; ou encore l'histoire de l'Assemblée «*de ruraux*» de 1871 qui a commencé avec le massacre des communards et qui est devenue le symbole et le bouclier de la réaction bourgeoise et cléricale?

Mais alors - demanderez-vous - si vous ne voulez pas de Constituante, qu'est-ce que vous voulez donc?

La Révolution. Et par révolution, nous entendons l'épisode de l'insurrection qui est, bien sûr, indispensable à moins que le régime ne tombe en ruines de lui-même, sans qu'il soit nécessaire de lui donner une poussée de l'extérieur, chose bien peu probable. Mais nous n'entendons pas seulement là l'épisode de l'insurrection: il serait stérile s'il n'était pas suivi de la libération de toutes les forces latentes du peuple et s'il ne servait qu'à remplacer un état de coercition par une nouvelle coercition.

La Révolution, c'est la création de nouvelles institutions, de nouveaux groupements, de nouveaux rapports sociaux. La Révolution, c'est la destruction des privilèges et des monopoles; c'est un nouvel esprit de justice, de fraternité, de liberté qui doit rénover toute la vie sociale, élever le niveau moral et les conditions matérielles des masses en les appelant à décider elles-mêmes de leur propre destin, par leur propre action directe et consciente. La Révolution, c'est l'organisation de tous les services publics faite par ceux-là mêmes qui y travaillent, dans leur intérêt et aussi dans celui du public. La Révolution, c'est la destruction de tous les liens coercitifs; c'est l'autonomie des groupes, des communes, des régions. La Révolution, c'est la libre fédération sous la poussée de la fraternité, des intérêts individuels et collectifs, de la nécessité de produire et de se défendre.

La Révolution, c'est la constitution de libres groupements innombrables correspondant aux idées, aux désirs, aux besoins, aux goûts de toute sorte qui existent dans la population. La Révolution, c'est la forma-

tion et la disparition de milliers de corps représentatifs au niveau des quartiers, des communes, des régions, des nations qui, sans avoir aucun pouvoir législatif, servent à faire connaître et à harmoniser les désirs et les intérêts de ceux qui sont proches et de ceux qui sont éloignés les uns des autres; et ces corps représentatifs agissent en informant, en conseillant, en donnant l'exemple.

La Révolution, c'est la liberté éprouvée dans le creuset des faits et la Révolution dure tant que dure la liberté, c'est-à-dire tant que certains ne profitent pas de la lassitude qui survient dans les masses, des inévitables déceptions qui suivent les espoirs excessifs, des erreurs et fautes humaines toujours possibles, pour constituer un pouvoir qui, avec l'aide d'une armée de volontaires ou de mercenaires, puisse faire la loi, arrêter le mouvement là où il en est et mettre en branle la réaction.

A ma question: «*Comment pouvez-vous donc savoir quelle sera demain l'orientation de votre république?*», Ansaldo objecte: «*Et vous, comment savez-vous donc quelle sera l'orientation de votre anarchisme?*». Il a raison. Les facteurs historiques sont trop nombreux et trop complexes, les volontés humaines trop incertaines et indéterminables pour que quiconque puisse sérieusement se mettre à prophétiser l'avenir. Mais à la différence des républicains, nous ne voulons pas scléroser notre anarchisme en dogme, ni l'imposer de force: il sera ce qu'il pourra être et il se développera au fur et à mesure que les hommes et les institutions deviendront plus favorables à la liberté et à la justice intégrale. Les républicains, eux, veulent formuler la loi qui par définition doit être obligatoire pour tous et doit donc nécessairement être imposée par la force matérielle aux récalcitrants. Que les républicains renoncent à employer le gendarme et l'accord se fera rapidement.

Il est possible, voire certain, que le prochain mouvement aboutira à une république. Mais ce sera une république «*sociale*» à condition que les réformes sociales aient été réalisées d'abord dans les faits et elle ne le sera que dans cette seule mesure. Et ce ne sera une république «*fédérale*» qu'à condition que l'unité nationale ait été brisée d'abord et l'autonomie régionale et communale affirmée dans les faits. Quant à la réaction, vers quoi tend par nature tout gouvernement, elle sera d'autant moins efficace que les réformes faites dans la période révolutionnaire seront plus radicales.

Si, comme il semble que ce soit l'intention des républicains, on devait au contraire commencer par la Constituante pour procéder ensuite aux réformes par le biais de cette Constituante, alors le mouvement antifasciste apporterait bien peu d'avantages.

Nous y participerions tout autant que maintenant, mais ce serait pour travailler au sein des masses, en dehors de la Constituante et contre elle s'il le faut, et pour en tirer le plus grand profit possible pour nos idées, pour la liberté et pour la justice.

Errico MALATESTA.
